



Jean-Louis Guigou Délégué général d'IpeMED

La coproduction Nord-Sud

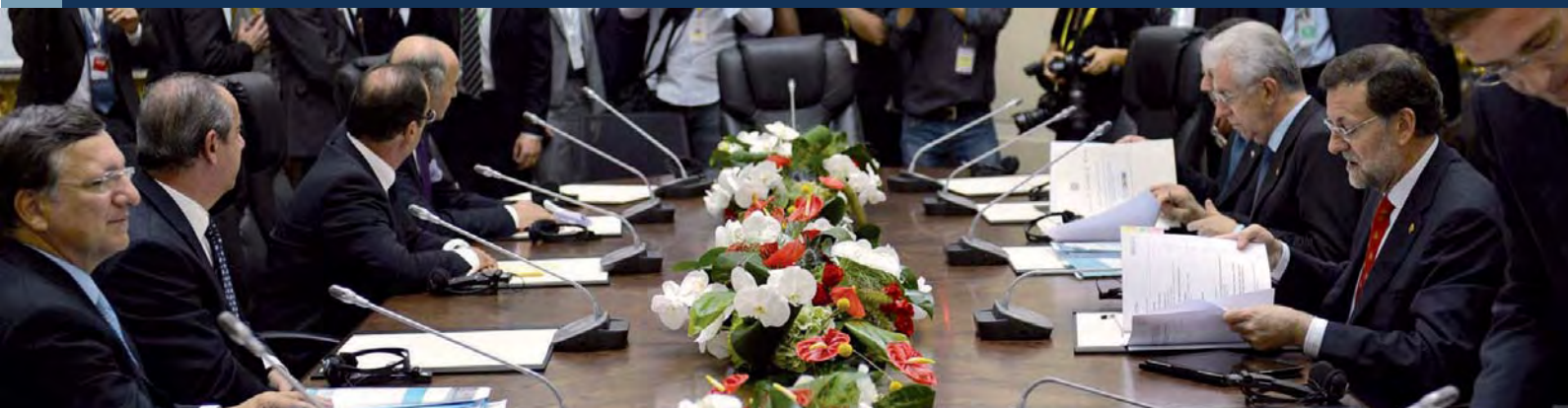
La situation dégradée de l'emploi et la désindustrialisation au Nord, la nécessité de créer des emplois durables au Sud imposent des innovations majeures. Les fausses solutions sont nombreuses : vouloir tout produire chez soi est impossible car les coûts seraient trop élevés. Exporter chez les autres, sans produire en partie chez eux l'est tout autant. Délocaliser l'appareil de production en Chine qui, ensuite, exportera en

Europe et ruiner notre industrie est une folie. Condamner l'industrie pour jouer le secteur tertiaire et la finance est une grande erreur.

IpeMED préconise de repenser l'horizon sud-méditerranéen de notre économie : ne plus voir nos voisins du Sud comme des marchés de consommations (exporter) ; ne plus les considérer ni comme des lieux d'exploitation de la main-d'œuvre ni comme des lieux d'extraction et d'exportation de matières premières (pétrole). Mais prôner les colocalisations d'entreprises avec une implantation en Europe et une autre complémentaire au Sud. Préconiser que les industriels maghrébins investissent, rachètent, sauvent des PME

françaises et, qu'en retour, des externalisations d'activités françaises et européennes se fassent au Sud. Favoriser des transferts de technologies et de savoir-faire au Sud pour que les Maghrébins trouvent des emplois sur place. Préférer l'approche économique de la mobilité à l'approche administrative des migrations. Créer des clusters et des champions au Sud. Assurer la formation et la sécurisation des investissements à long terme au Sud ainsi que la mobilité des capitaux. En vingt ans, les Psem pourraient devenir les dragons de l'Europe et servir de tremplin entre l'Europe et l'Afrique subsaharienne. Un rêve ? Non, une réalité qui se dessine et qu'il faut accélérer.

ÉDITO



L'intégration régionale, clé de la croissance

CRÉER UNE INTÉGRATION RÉGIONALE DANS LE MAGHREB PROFITERA NON SEULEMENT AUX PAYS PARTENAIRES MAIS AUSSI À L'UNION EUROPÉENNE.

PHOTO
Le 5 octobre à Malte. Deuxième sommet des chefs d'État et de gouvernement du «5+5».

La préoccupation majeure au Nord et au Sud de la Méditerranée est de créer de la croissance pour répondre aux attentes des populations et leur donner des perspectives d'avenir. Est-ce le moment de donner un souffle nouveau à l'Union pour la Méditerranée ? C'est l'ambition de son secrétaire général, Fathallah Sijilmassi, qui entend profiter de la nouvelle dynamique politique dans les pays de la rive sud pour que ces derniers s'approprient les projets et en proposent de nouveaux en s'appuyant sur l'expertise du secrétariat.

L'autre ambition portée par les acteurs des deux rives est d'aider à l'intégration régionale, seule à même de créer la croissance tant attendue. Vœu pieux ? Tous les analystes et observateurs s'accor-

dent à dire que la Méditerranée est la région la moins intégrée au monde – le coût du non-Maghreb est estimé entre 1 à 2 % du PIB par pays – et que la priorité des nouveaux responsables doit être d'avancer dans cette voie. Le président tunisien, Moncef Marzouki, ne manque pas une occasion d'en parler et il a déclaré qu'un « espace de 100 millions de consommateurs pouvait être un atout aussi pour le développement de l'Europe car le Maghreb a besoin d'infrastructures ». Il a d'ailleurs proposé, lors du deuxième sommet des chefs d'États et de gouvernement du «5+5» qui s'est tenu à Malte, les 5 et 6 octobre, une réunion au niveau des chefs d'État et de gouvernement de l'Union du Maghreb arabe (UMA) avant la fin de l'année.

BÉNÉFICES PARTAGÉS L'annonce a été saluée par José Manuel Barroso, président de la Commission européenne, présent à Malte, qui estime que les avantages d'une intégration ne sont pas seulement économiques mais touchent également le développement humain dans la région. Selon lui, les bénéfices d'une intégration plus étroite dans le Maghreb seront partagés entre les citoyens des pays partenaires et profiteront aussi aux pays voisins dont ceux de l'UE.

Voilà le défi que nous devons relever car si cette construction régionale ne peut être que le fait des Maghrébins, l'Europe peut aider à ce processus. Une dynamique est à l'œuvre et tous les outils doivent être mobilisés à cette fin.

Agnès Levallois



« 5+5 »

Sommet à Malte

● Les chefs d'État et de gouvernement des pays du «5+5» se sont réunis les 5 et 6 octobre, à Malte, pour la première fois depuis 2003. Instance informelle, ce dialogue est un forum de discussion, d'échanges sur des sujets tels que la sécurité, la migration, le développement économique ou encore les questions sociales. Une déclaration a été adoptée pendant le sommet qui insiste sur « *le vaste patrimoine partagé de culture, civilisation et histoire et sur les aspirations des peuples de la région à un partenariat avec pour objectifs la démocratie, la stabilité et la prospérité* ».

Au-delà de ces mots, l'important est que cette rencontre se soit tenue à un moment difficile aussi bien pour les pays de la rive sud, qui connaissent des bouleversements, que pour ceux de la rive nord, déstabilisés par ces changements et confrontés à une grave crise économique. Le président tunisien a saisi l'occasion de ce sommet pour relancer l'idée d'une Union du Maghreb arabe (UMA). Il a déclaré avoir obtenu l'accord du Maroc et de l'Algérie pour participer à un sommet de l'UMA dans les prochains mois. Il a ajouté que cet espace de 100 millions de consommateurs pouvait être également un atout pour le développement de l'Europe car le Maghreb a besoin d'infrastructures.

Enfin, la création au sein du «5+5» d'une *task force* chargée de la question des migrations a été annoncée. La première réunion des ministres chargés des questions humanitaires et de sécurité se tiendra à Tunis pour mettre au point les détails techniques.

À Malte le 5 octobre. Le président tunisien Moncef Marzouki salue le Maltais Joseph Muscat, chef de file de l'opposition travailliste.

Nicole Bricq, ministre française du Commerce extérieur.



MEDDEF/B. SUARD

ALGÉRIE-FRANCE

Nouveau partenariat

● À l'issue de la visite à Alger de Nicole Bricq, ministre française du Commerce extérieur, un mémorandum d'entente pour la mise en œuvre d'un cadre général pour le partenariat dans le domaine commercial a été annoncé. Il sera signé dans les prochains mois. Ce mémorandum comprendra l'ensemble des traités et conventions bilatéraux signés entre les deux pays. Il permettra de renforcer les capacités algériennes grâce à l'expertise française dans différents domaines tels que le projet Optimexport, qui vise à renforcer les capacités d'exportation des petites et moyennes entreprises, ou encore le soutien au Laboratoire national d'essais. L'idée de la colocalisation des activités économiques a été abordée afin que des projets d'investissements profitent aux deux pays. La France perd en effet des parts

de marché au profit de nouveaux partenaires tels que la Chine ou la Turquie d'où la nécessité de faciliter les relations et d'encourager les courants d'affaires entre Alger et Paris. Enfin, la question des visas a été abordée, la ministre française déclarant qu'une simplification des mesures de visas serait mise en place et que le ministre de l'Intérieur, Manuel Valls, se rendrait en Algérie prochainement.

BERD

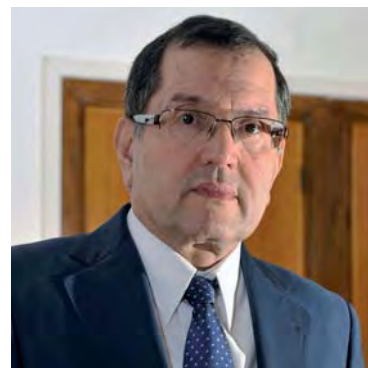
Investissements au Maroc, en Tunisie et en Jordanie

● La Banque européenne pour la reconstruction et le développement a annoncé ses premiers investissements au Maroc, en Tunisie et en Jordanie. Des projets devraient être soumis prochainement par l'Égypte. Cela fait suite à la décision prise en juin dernier par les députés européens d'étendre le mandat de la banque à la région méditerranéenne et, tout particulièrement, aux *démocraties arabes émergentes*. Un fonds spécial d'un milliard d'euros a été affecté pour participer au développement économique de la région, soutenir les petites entreprises et lutter contre le chômage des jeunes.

INTERCONNEXIONS

Med TSO est lancé

● Mediterranean Transmission System Operators (Med TSO), l'association des gestionnaires de réseaux de transport électrique de la Méditerranée a tenu sa première assemblée générale à Tunis en septembre. Lancée à l'initiative de Sonelgaz et Terna en juin 2012, l'association est présidée par Noureddine Boutarfa, PDG de Sonelgaz. Med TSO a signé un accord pour l'établissement d'un



SIDALI/DIENIDI

Noureddine Boutarfa, PDG de Sonelgaz, préside la nouvelle association Med TSO.

partenariat industriel avec Sonelgaz, Terna (Italie) et TEIAS (Turquie) pour la réalisation et la gestion des infrastructures électriques en Méditerranée. L'association comprend quatorze membres, dont RTE, membre fondateur d'Ipemed. Son siège est à Rome. L'association veillera à la cohérence des interconnexions électriques entre les deux rives de la Méditerranée notamment en matière de promotion d'un marché des énergies renouvelables.

Le Printemps arabe une manipulation ?

NAOUFEL BRAHIMI
EL MILI
Max Milo, 2012



Près de deux ans après le déclenchement des mouvements de contestation dans certains pays arabes, de nombreux chercheurs et journalistes s'interrogent sur le pourquoi de ces événements. Étaient-ils spontanés ou sont-ils le fait d'une manipulation ? À l'origine de ce livre, la volonté de son auteur Naoufel Brahimi, docteur en sciences politiques, de rejeter les idées reçues, à savoir la lecture romantique qui en a été faite à travers l'expression *Révolution du jasmin* ou *Printemps arabe*. Sa thèse est que ces soulèvements populaires auraient été encouragés, voire provoqués, par le gouvernement américain, appuyé par le Qatar, notamment par sa

chaîne satellitaire *Al-Jazeera*. Il met en cause l'émir du Qatar, qui promeut la démocratie dans les pays de la région sans l'appliquer sur son territoire, et *Al-Jazeera*, particulièrement silencieuse lors des émeutes à Bahreïn, pays voisin. Un des enjeux de ces bouleversements est la vive rivalité entre Doha et Riyad : le Qatar soutient en effet les Frères musulmans alors que l'Arabie saoudite aide les salafistes.

L'auteur s'énerve contre l'expression *islam modéré*, utilisée par les commentateurs. Il estime qu'elle « contient un mot de trop quand il s'agit de l'exercice du pouvoir basé sur un tel fondement doctrinaire... En islam, il existe une pratique connue sous le nom de taqiya, qui permet à tout musulman de dissimuler sa religion pour échapper à d'éventuelles persécutions. Et si le discours démocratique de ces Frères n'était qu'une feinte ? ».

Cet ouvrage propose donc, avec un peu de recul, une autre lecture des événements survenus dans le monde arabe. Il a le mérite de faire réfléchir même si certaines hypothèses avancées méritent d'être discutées.

Afrique du Nord Moyen-Orient Printemps arabe : trajectoires variées, incertitudes persistantes

SOUS LA DIRECTION
DE FRÉDÉRIC
CHARILLON ET ALAIN
DIECKHOFF
La documentation
française, 2012-2013



Les diverses contributions à cet ouvrage publié sous la direction de Frédéric Charillon et Alain Dieckhoff nous poussent à réfléchir sur les grandes questions de science politique qui émergent face aux turbulences de l'année 2011 et aux incertitudes de 2012 : la redéfinition du pacte social, la question de l'État et celle de la nouvelle scène arabe. Ces thèmes sont analysés par des spécialistes, notamment de la Libye, du Maroc, de la Syrie et du Yémen, qui soulignent les spécificités de chaque pays.



NOUVELLE COLLECTION

La Bibliothèque de l'iReMMO lance une collection coordonnée par Pierre Blanc et Bruno Péquignot

Éditée par l'Harmattan, cette collection de l'Institut de recherche et d'études Méditerranée Moyen-Orient a pour vocation de couvrir des thèmes variés concernant la région Méditerranée et de mettre en valeur des facteurs émergents. L'objectif est de créer une sorte d'encyclopédie présentant, de façon claire et rigoureuse, toutes les connaissances émanant de la recherche scientifique, mais aussi les réflexions des acteurs impliqués à tous les niveaux de la société. Chaque ouvrage vise à faire le point

sur un sujet particulier, en le rendant accessible au-delà des cercles des spécialistes.

Les premiers titres sortis : *Pour une III^e République libanaise. Étude critique pour une sortie de Taëf*, de Mounir Corm ; *L'émergence d'une nouvelle scène politique. Égypte, an 2 de la révolution* ; *Une société en quête d'avenir. Égypte, an 2 de la révolution*, ces deux derniers ouvrages sous la direction de Marc Lavergne ; *Pour le futur de la Méditerranée, l'agriculture*, de Sébastien Abis.

SUR LE NET



Women in Business. Policies to support women's development in the MENA region

Rapport de l'OCDE, octobre 2012. www.oecd.org

● Selon l'OCDE, les gouvernements de la région Mena

devraient créer les emplois nécessaires aux 2,5 millions de personnes qui arrivent chaque année sur le marché du travail et encourager l'entrepreneuriat féminin qui, dans ces pays, est un possible facteur de croissance et un moyen de réduire le chômage. En effet, seules 27 % des femmes font partie de la population active contre 51 % dans les pays développés. De plus, le taux de travailleuses indépendantes est de 11 % contre 22 % pour les hommes de cette catégorie. Tout en reconnaissant, qu'au cours de la dernière décennie des efforts ont été fournis dans l'éducation en matière de lutte contre l'inégalité hommes-femmes, les auteurs considèrent que celles-ci sont encore trop criantes dans le monde économique.

Ce rapport est fondé sur la première évaluation comparative des politiques, programmes et institutions de soutien à l'entrepreneuriat des femmes dans dix-huit économies de la région.

L'Europe et l'Amérique sont devenues le nouveau grenier à blé de la Méditerranée. Quelles sont, dans ces conditions, les mesures à adopter pour gérer la vulnérabilité alimentaire de cette région ?



La souveraineté alimentaire méditerranéenne, une utopie ?

L'Ifrikya, grenier à blé de Rome, et les pays du croissant fertile ont été à l'origine de la domestication des plantes cultivées, de la diffusion de techniques pour cultiver céréales et légumineuses et de l'installation de systèmes ingénieux d'irrigation. Or ces régions sont devenues fortement dépendantes de l'Europe et de l'Amérique pour approvisionner leurs populations. À l'exception de la Turquie et dans une moindre mesure de la Syrie, les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée (Psem) importent massivement les produits alimentaires de base qui forment l'essentiel de la ration alimentaire quotidienne de leurs citoyens.

Plusieurs raisons conduisent à penser que les Psem, indépendamment des bouleversements politiques qui les secouent, ne disposent pas de ressources les autorisant à mettre en œuvre des politiques de souveraineté alimentaire.

DÉSÉQUILIBRES Les frontières agricoles sont aujourd'hui atteintes et des infrastructures emblématiques, telles que le barrage d'Assouan en Égypte, celui de Tabqa en Syrie ou ceux du Maroc, ne sont plus envisageables. Outre les changements climatiques en cours dans la région, les déséquilibres emploi/ressources dans les Psem sont accentués par les risques d'une pression croissante provenant des populations agricoles et rurales. Même si, ces dernières années, l'agriculture est à nouveau au centre des politiques publiques, ce sont toujours les pluies et leur bonne répartition qui font les bonnes ou les mauvaises récoltes de céréales.

Des révolutions techniques et scientifiques inachevées constituent aujourd'hui encore des freins objectifs à l'amélioration des performances agricoles, notamment pour les productions vivrières.

Des transformations démographiques et sociales majeures sont intervenues dans les Psem au cours de la deuxième moitié du xx^e siècle, provoquant des ruptures radicales entre les équilibres ressources naturelles/population et offre de produits agricoles/besoin des populations. La population d'Afrique du Nord comptait 50 millions d'habitants en 1913, 145 millions en 1950 et 162 millions d'habitants en 2010. La révolution démographique a été également à l'origine d'une explosion de la demande alimentaire, inédite dans l'histoire des Psem. La quasi-totalité d'entre eux sont devenus, dès les années 1970, tributaires des importations de produits de base. La consommation de farine de blé tendre, inconnue avant la colonisation, a stimulé ces importations.

Constat ultime : les modèles de croissance agricole, qui se sont fondés sur



CERISE MARÉCHAUD

La petite exploitation familiale, encore très répandue dans les Psem, ne pourra répondre aux impératifs d'augmentation de la productivité agricole. Ici, un puits à Ben Smim (70 km au sud de Fès).

SOMMET

Le Ciheam à Malte

● Les ministres de l'Agriculture du Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes (Ciheam) se sont réunis à Malte, du 25 au 27 septembre. Les thèmes abordés : la sécurité alimentaire et la volatilité des prix dans les pays méditerranéens. Ils ont confirmé l'orientation du Ciheam vers la *durabilité* à la fois de la consommation (diète méditerranéenne) et de la production (gestion des ressources naturelles, notamment la terre et l'eau, et valorisation de la biodiversité). Des points de convergence avec les idées défendues par Ipemed, sans aller toutefois jusqu'à la proposition de Paac-Psem (politique agricole et agroalimentaire euro-méditerranéenne). Dacian Ciolos, commissaire européen à l'Agriculture, a confirmé soutenir une approche régionale de la sécurité alimentaire (priorité aux aliments sur

les agrocarburants, trouver des solutions durables : produire plus, mieux, avec moins de ressources, d'où l'importance de l'innovation). Il a indiqué que le budget de l'UE consacré à la R&D agricole devrait doubler entre 2014 et 2020 et que les résultats seront partagés avec les pays méditerranéens. Il a encouragé les Psem à inscrire dans leurs priorités l'agriculture et l'alimentation afin de conforter les fonds alloués à l'Enpard (*European Neighbourhood Programme for Agriculture and Rural Development*) dans le cadre du budget 2014-2020 de l'UE. Il s'est également déclaré pour une *politique agricole régionale*, avec une coordination des productions et la mutualisation des ressources, car il faut dépasser les accords de libre-échange qui sont insuffisants. La déclaration finale a insisté sur les jeunes,

COUNCIL OF THE EUROPEAN UNION



Ancien ministre de l'Agriculture en Roumanie, Dacian Ciolos est commissaire européen à l'Agriculture et au Développement rural depuis février 2010.

les petits agriculteurs, la sécurité alimentaire, la régulation des marchés, la biodiversité, l'innovation, la diète méditerranéenne et le rôle de l'Enpard, mais sans aucune décision concrète de coopération régionale concernant les Psem. En dépit des encouragements de l'UE et des ministres des pays méditerranéens de l'UE (France et Espagne en tête) à la coopération régionale, il n'y a pas eu de mouvement perceptible des Psem sur ce sujet. La prochaine réunion se déroulera en 2014 à Alger.

une mobilisation croissante de l'eau agricole, la mise en valeur et l'équipement de terres dans les zones difficiles ou le développement de filières intensives (fruits, légumes, huile d'olive ou dattes) dédiées à l'exportation, ont atteint leurs limites objectives.

PRÉVENIR LES CHOC Si la couverture des besoins intérieurs en produits de base par une offre agricole locale reste une utopie, les Psem sont tenus de prévenir les chocs liés à l'instabilité des marchés extérieurs et à la volatilité des prix mondiaux. D'où l'exigence, sur le court terme, de consolider les systèmes d'information sur les marchés afin d'assurer une gestion rationnelle des stocks stratégiques. Le développement des infrastructures pour accroître les capacités de stockage constitue dès lors un axe prioritaire. Les Psem sont sommés également de poursuivre les objectifs



À LIRE

Pour le futur de la Méditerranée, l'agriculture

SÉBASTIEN ABIS L'Harmattan

● Cet ouvrage explore l'importance des produits alimentaires dans les relations internationales. Il insiste sur les insécurités alimentaires et la fragilité des zones rurales qui constituent de puissants catalyseurs dans l'expression des revendications politiques en faveur d'une plus grande justice sociale et territoriale.

d'augmentation de la productivité du secteur céréalière où des marges de progrès sont possibles (irrigation d'appoint, itinéraires techniques, usage de semences à potentiel génétique amélioré, collecte). À moyen et long terme, face à une demande alimentaire incompressible, les Psem doivent réviser leur modèle de croissance. Celui-ci, fondé sur une exploitation des ressources en eau et en sol au profit d'un *pôle capitalistique* – alors que des millions de paysans sont

assignés à survivre dans de petites exploitations –, ne pourra faire face ni aux défis des changements climatiques, ni à celui de la protection des ressources naturelles largement dégradées, ni *in fine* à celui de la sécurité alimentaire. Avec l'impératif de nourrir un nombre croissant d'individus, les Psem sont confrontés à un autre défi : l'accessibilité des populations paupérisées aux biens alimentaires.

Omar Bessaoud
Ciheam-IAM, Montpellier

FATHALLAH SIJILMASSI

**Un homme d'expérience**

● Fathallah Sijilmassi est secrétaire général de l'Union pour la Méditerranée depuis le 1^{er} mars 2012. Il est diplômé de sciences politiques et docteur en économie. Marocain, diplomate de carrière, il exerce depuis 1989 des responsabilités dans les relations internationales, notamment dans les questions euro-méditerranéennes. Après avoir été représentant de la Banque commerciale du Maroc à Milan, il a participé en tant que directeur des relations commerciales au ministère marocain du Commerce extérieur aux négociations de l'accord d'association avec l'Union européenne et de libre-échange avec les États-Unis. À partir de 1999, il est directeur des Affaires européennes et ambassadeur chargé du processus euro-méditerranéen de Barcelone au ministère des Affaires étrangères et de la Coopération. À 37 ans, il est nommé ambassadeur auprès de l'Union européenne puis ambassadeur du Royaume du Maroc en France. De 2009 à 2012, il assure le lancement puis l'essor de l'Agence marocaine pour le développement des investissements. Fathallah Sijilmassi parle cinq langues (arabe, français, anglais, italien et espagnol).

« L'UPM vit un nouveau souffle »

Le secrétaire général de l'Union pour la Méditerranée, Fathallah Sijilmassi, nous explique ce qu'est aujourd'hui l'UPM, son rôle et ses liens avec le « 5+5 ».

Où en est l'UPM aujourd'hui ?

L'UPM en 2012 n'est pas la même que celle de 2008 car le contexte a radicalement changé au Nord sur le plan économique et au Sud sur le plan politique. Il est donc impossible de penser l'UPM de 2012 selon les mêmes termes que lors de sa création. Aujourd'hui, elle vit une nouvelle impulsion marquée tout d'abord par sa gouvernance, avec une coprésidence des institutions européennes au Nord et de la Jordanie au Sud. Le principe de cette coprésidence est la caractéristique de l'UPM, son véritable ADN, car il s'agit d'une co-appropriation par le Sud et par le Nord.

Cette intuition était la bonne et je suis heureux de voir qu'elle est aujourd'hui confirmée. C'est une avancée considérable par rapport au processus de Barcelone.

Quelle est cette nouvelle impulsion dont vous parlez ?

Cette nouvelle impulsion s'explique par le contexte postprintemps arabe avec l'émergence, dans certains pays, de nouveaux régimes, de nouveaux besoins et de nouveaux paramètres de temps. La prise en compte des urgences doit désormais s'inscrire dans les politiques de moyen et long terme. L'homme de la rue dans les différents pays du Sud sait maintenant que sa voix compte. Il réclame des emplois, une meilleure justice, l'accès à la santé et à la citoyenneté. Cette réalité donne de ce fait des responsabilités aux gouvernements élus, notamment celle de répondre aux exigences de la population.

Dans cette réalité nouvelle, l'UPM trouve toute sa raison d'être. Je dirais même que si elle n'existait pas, il faudrait la créer car c'est une enceinte où sont enfin traitées, de façon pragmatique, les questions de coopération régionale. L'absence de coopération régionale est la plus grande faiblesse de notre région. L'accélérateur de croissance viendra de l'intégration régionale et une entité comme l'UPM, dont le mandat est d'investir dans ce domaine, justifie plus que jamais son existence.

Je suis conscient des obstacles politiques, mais je compte sur une évolution positive. Il y a d'autres difficultés, par exemple celles d'organiser des sommets de chefs d'État et de gouvernement et des réunions au niveau des ministres des Affaires étrangères. Nous avons néanmoins prévu trois réunions ministérielles sectorielles – transports, énergie, femmes – en 2013. Nous espérons relever ce défi.



Le 4 octobre au soir, Fathallah Sijilmassi est accueilli par David Agius, whip du gouvernement maltais, pour le sommet des chefs d'État et de gouvernement du «5+5».

Quelles sont vos priorités ?

L'un des projets de mon mandat, *Med for jobs*, est une grande initiative qui devrait être labellisée en décembre et lancée, je l'espère, à Tunis en mars 2013. L'idée est de travailler sur trois piliers : l'employabilité (éducation, formation) ; l'intermédiation entre l'offre et la demande d'emplois ; la création d'entreprises. Notre objectif est d'identifier les meilleurs pratiques en termes de projets créateurs d'emplois et de les transférer dans les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée. Une équipe d'experts de l'UPM effectue actuellement des visites dans la région pour identifier les partenaires et les premiers projets qui verront le jour dans le cadre de cette initiative.

Les pays du Sud s'approprient-ils l'UPM ?

L'UPM est une instance où les pays du Sud sont partenaires à part entière. Cette appropriation de l'UPM par les pays du Sud est essentielle pour répondre à leurs attentes. Certains pays n'y parviennent pas encore. J'y suis attentif. Lorsque mes interlocuteurs disent *vous*, je leur rappelle, que le secrétariat de Barcelone leur appartient et qu'il faut dire *nous*.

Ressentez-vous des inquiétudes face aux bouleversements qui ont lieu au Sud et à la crise qui sévit au Nord ?

Bien sûr, je suis inquiet mais cela ne fait que renforcer ma conviction à agir et ma détermination à travailler. L'inquiétude, c'est que les deux rives se tournent le dos. Le risque est réel, car l'Europe est empêtrée dans ses débats internes. Les pays du Sud, en pleine transition, sont tentés de se détourner de l'axe privilégié avec l'Europe et de regarder ailleurs, vers les pays du Golfe, la Chine, etc.

La pertinence de UPM dans ce genre de problématique est encore plus avérée. Il faut plus que jamais la soutenir pour que cette construction méditerranéenne aboutisse. Cela prendra du temps, mais nous devons savoir gérer ce facteur temps. Il faut pour cela utiliser tous les instruments mis à notre disposition, constituer un *team work* au sein duquel chacun a toute sa place.

Propos recueillis par Agnès Levallois

Que peut-on attendre de l'UPM ?

Soyons lucides sur le niveau d'exigence demandé à l'UPM. C'est une plateforme de dialogue, d'échanges, de connaissances. L'objectif est de permettre la mise en œuvre de projets de coopération régionale à travers un travail de lobbying et de coordination. Donc une UPM facilitatrice et mobilisatrice à travers des projets catalyseurs qui contribuent à la paix et à la sécurité en Méditerranée.

Notre travail sur les projets s'inscrit dans une stratégie de confiance qui permet des rapprochements. Prenons l'exemple des autoroutes du Maghreb. Il n'est pas insensé, en 2012, d'imaginer que trois capitales comme Rabat, Alger et Tunis soient reliées par une autoroute – il ne manque que 22 kilomètres entre le Maroc et l'Algérie et 80 kilomètres entre l'Algérie et la Tunisie. Finaliser cette autoroute fait désormais l'objet d'un projet labellisé par l'UPM avec le soutien de toutes les parties concernées.

Quelle articulation existe-t-il entre l'UPM et le «5+5» ?

Nous nous félicitons de la revitalisation du «5+5» avec le sommet de Malte auquel j'ai pris part, car ce processus est une force motrice pour l'UPM. En effet, prenons l'exemple du «5+5 transport». Il a validé le projet de parachèvement de l'autoroute du Maghreb. Puis il l'a transmis au «5+5 Affaires étrangères». Celui-ci l'a accepté, ce qui est un deuxième signal politique positif. Le projet a été ensuite labellisé par l'UPM avec la pré-

sence de représentants de tous les pays concernés. C'est un cas concret d'articulation stratégique et opérationnelle entre le «5+5» et l'UPM. Mais d'autres exemples existent. L'intégration maghrébine est aujourd'hui l'intérêt de tous. Tout ce que nous pourrions faire à l'UPM pour favoriser cette intégration sera fait.

Quel est l'intérêt de labelliser des projets ?

Cela donne une crédibilité politique aux projets, ce qui permet de trouver des financements. La labellisation implique l'approbation des quarante-trois pays membres. À mon sens, l'une des missions essentielles du secrétariat est d'apporter une assistance technique, une expertise aux pays qui en ont besoin afin que les projets qu'ils proposent soient réalisables pour être ensuite labellisés. Nous nous plaçons sur le terrain de l'identification des projets, de leur promotion, de la finalisation du montage financier et enfin de leur mise en œuvre.

PROJET

Un exemple emblématique

● L'usine de dessalement d'eau de mer dans la bande de Gaza est un projet emblématique non seulement de l'UPM mais aussi de la coopération régionale. Le financement est assuré à parité : 50 % par des pays arabes, dont le chef de file est la Banque islamique de développement, et 50 % par des donateurs internationaux dont la France et l'Italie (l'UE a donné sa caution). Plusieurs autres pays européens étudient le dossier. Porté par l'Autorité palestinienne, le projet a l'appui des quarante-trois pays de l'UPM.

Pour une politique agricole et alimentaire commune en Méditerranée

Inscrire la sécurité alimentaire dans un cadre géopolitique global, *via* la mise sur pied d'une Paac-Psem, apparaît indispensable.

Le petit déjeuner d'Ipemed, le 5 octobre, en partenariat avec l'Académie diplomatique internationale et *Jeune Afrique*, s'est penché sur les enjeux politiques et économiques d'un partenariat agricole euro-méditerranéen. L'occasion pour Jean-Louis Rastoin, professeur à Montpellier SupAgro, de présenter un récent rapport publié par Ipemed, et d'en débattre avec Xavier Beulin, président de Sofiprotéol, et Younes Zrikem, directeur de la Stratégie et du Développement du groupe Tazi. Les défis auxquels sont confrontés les Psem (variabilité du climat, hausse et volatilité des prix des matières premières agricoles, évolution des modes de consommation) laissent présager une telle dégradation de l'insécurité alimentaire que Jean-Louis Rastoin parle d'une *bombe à fragmentation*. Il en souligne les conséquences économiques et sociales, et sur la santé publique. Il souhaite donc inscrire la sécurité alimentaire dans un cadre géopolitique global, *via* la création d'une Paac-Psem reposant sur plusieurs



Xavier Beulin, président de Sofiprotéol et de la FNSEA, est membre fondateur d'Ipemed.

outils : programmes éducatifs et campagnes d'information à destination des consommateurs ; normes et labels de qualité ; agence de sécurité alimentaire ; réforme commune des Caisses de compensation ; programme de R&D tourné vers *l'agro-écologie* ; schéma de professionnalisation des filières et, enfin, un Observatoire méditerranéen des récoltes.

Xavier Beulin a appuyé les propositions de Jean-Louis Rastoin en soulignant des sujets chantiers : notamment l'accessibilité et l'efficacité de l'eau ou le développement, la France pouvant contribuer à l'organisation des filières agroalimentaires. Il a rappelé l'actualité de ces recommandations en énumérant les initiatives prises lors du G20 agricole en 2011.

COMPLÉMENTARITÉ NÉCESSAIRE Le coût de la Paac-Psem (volet agricole) est chiffré à 5 milliards d'euros par an, sur la base d'un cofinancement (Psem-UE). Celui supporté par le citoyen européen serait de l'ordre de 5 euros par an et de 8 euros pour les habitants des Psem, à comparer aux coûts plus élevés des projets européens à destination des Peco. Ce projet repose sur le constat d'une complémentarité nécessaire entre les pays du Nord et les Psem, notamment sur le plan commercial et démographique (d'ici à

vingt ans, la population active au Sud augmenterait de 55 millions et diminuerait de 44 millions au Nord). Cette complémentarité ne va pas de soi. En effet, le grignotage de la part accordée à l'UE *via* la diversification des exportations des Psem peut, selon Younes Zrikem, trahir un affaiblissement de l'élan vers l'UE, lié à la crise de l'institution et de l'euro, et – pour le cas du Maroc – aux difficultés rencontrées lors des négociations sur le renouvellement d'un accord agricole avec l'Europe.

Si l'ouverture des Psem est globalement positive, Xavier Beulin a souligné la nécessité pour l'Europe de déplacer son



Younes Zrikem, directeur de la Stratégie et du Développement du groupe Tazi (Maroc).

centre de gravité de l'Est vers le Sud, tout en favorisant l'intégration Sud-Sud. À ce titre, Younes Zrikem a mentionné le coût du *non-Maghreb* qui, en dépit d'une complémentarité indéniable, est la région la moins intégrée au monde. Pour Jean-Louis Rastoin, il existe justement un consensus autour de l'idée de *régionaliser la mondialisation*, ce qu'illustrent les réunions à venir début 2013 entre l'UE et le Maroc ainsi que le sommet de l'Union du Maghreb arabe (UMA), prévu en décembre à Tunis. À Radhi Meddeb, président d'Ipemed, de conclure qu'au-delà de toutes ces considérations, le partenariat UE-Psem doit d'abord reposer sur la solidarité...

Kelly Robin



Jean-Louis Rastoin, professeur à Montpellier SupAgro, est expert associé d'Ipemed.